

Progrès et changement ? Pour un premier bilan du gouvernement travailliste de Keir Starmer

Colloque international organisé par le LERMA - Aix Marseille Université en partenariat avec
l'Observatoire de la société britannique

19 et 20 mars 2026

Faculté ALLSH - 29 Avenue Robert Schuman 13100, Aix-en-Provence

Les élections législatives du 4 juillet 2024 ont vu la victoire des travaillistes face à un parti conservateur à bout de souffle, à la réputation de sérieux et de compétence considérablement écornée et en proie à de profondes divisions internes. Au terme de quatorze années passées dans l'opposition, l'arrivée au pouvoir des travaillistes signe une alternance suffisamment rare dans l'histoire électorale britannique pour revêtir une dimension historique.¹ La coïncidence de la formation du gouvernement Starmer avec le centenaire du premier gouvernement travailliste de l'histoire, certes minoritaire et éphémère, invite au regard rétrospectif et pose implicitement la question de son inscription dans l'histoire du travaillisme de gouvernement ainsi que celle de son héritage politique.

L'alternance du mois de juillet 2024 n'est pas sans rappeler le succès alors qualifié de triomphant du *New Labour* de Tony Blair. Les échos de 1997 sont multiples : l'ampleur de la victoire aux urnes calculée en nombre des sièges, 418 en 1997 et 411 en 2024²; le contexte électoral qui voit l'inversion des courbes de popularité entre un parti conservateur discrédité et un parti travailliste bénéficiant de ce désaveu ; la dynamique interne du parti qui, dans un contexte de forte rivalité entre courants, renouvelle son personnel politique, et notamment son leader et ses cadres, impose une rupture brutale avec les orientations privilégiées par son aile gauche et le mouvement *Momentum*, tout en présentant ce recentrage comme la condition *sine qua non* de son succès aux urnes.

Le parallèle avec *New Labour* ne semble toutefois pas dépasser le cadre d'une stratégie de reconquête du parti et du pouvoir³ pour s'étendre à une quelconque proximité idéologique. Le projet politique du parti travailliste, tel qu'il est ébauché dans des publications et déclarations de campagne à partir de 2020, adopte une tonalité résolument post-blairiste qui suggère une volonté de s'émanciper du paradigme néolibéral. Les orientations esquissées par le parti travailliste de Keir Starmer ainsi que les choix rhétoriques et symboliques privilégiés dans sa communication politique, semblent se réclamer d'une tradition bien antérieure à l'expérience du *New Labour*. En 2021, dans une publication de la Société

¹ Certes, les conservateurs ne peuvent plus raisonnablement se présenter comme le parti naturel de gouvernement, tant la densité et la complexité du paysage politique britannique se sont progressivement accrues, toutefois la domination électorale des *tories* pendant le long XXe siècle demeure une réalité.

² Les résultats sont moins probants lorsque l'on considère le pourcentage de suffrages exprimés (43,2% en 1997 et seulement 33,7% en 2024) ou bien encore le taux de participation électorale (respectivement 71,3% contre 59,8%).

³ La reconquête du parti à partir de 2019, puis la marche vers les élections de 2024, portent la marque de choix stratégiques portés par des « vétérans » des années Blair, principalement Morgan McSweeney et Pat McFadden, tous deux ayant fait leurs armes sous *New Labour*, notamment dans l'entourage de Peter Mandelson.

fabienne intitulée *The Road Ahead*,⁴ Keir Starmer décline la thématique de la reconstruction⁵ ; il y fait explicitement référence au dessin de presse de Philip Zec, le *V-E Day cartoon* (« *Here you are ! Don't lose it again* »), dont la dimension aussi symbolique que programmatique paraît indiquer une sorte de filiation avec le grand gouvernement réformateur et interventionniste de l'après-guerre. De même, les « cinq missions » dont le futur premier ministre investit son gouvernement dans le manifeste électoral de 2024 font écho aux « Five Giants on the Road »⁶ et à la conversion du parti aux objectifs et ambitions du rapport Beveridge. Par ailleurs, l'intérêt du premier ministre, maintes fois répété, pour la révolution numérique et plus particulièrement pour l'intelligence artificielle, évoque la mémoire du discours d'Harold Wilson à Scarborough en 1963. Ces quelques exemples semblent illustrer la volonté d'inscrire l'action du gouvernement Starmer dans une tradition travailliste nationale, voire endémique ; ils ne suffisent toutefois pas à dissiper l'impression de flou qui se dégage d'un projet politique dessiné à grands traits, qui déroute et provoque même une forme d'insatisfaction.

La question de l'inscription du gouvernement Starmer dans une tradition travailliste identifiable reste donc ouverte. Le Premier ministre s'est régulièrement refusé à revendiquer explicitement une quelconque filiation ou à se réclamer d'un quelconque courant idéologique⁷, signifiant ainsi sa volonté de se démarquer de son prédécesseur direct. Lorsqu'il est contraint de décliner son identité politique, Keir Starmer souligne la dimension « progressiste » de sa démarche, sans précision supplémentaire. Les premiers mois d'exercice du pouvoir par les travaillistes n'ont pas apporté de clarification substantielle ; prenant leurs électeurs à contre-pied à maintes reprises, diffusant des signaux contradictoires, ils continuent pour l'instant d'échapper à toute catégorisation précise et définitive. Prenons-en pour preuve l'article publié par Andy Beckett dans *The Guardian* qui décrit la stratégie d'hybridation poursuivie par un premier ministre qualifié de «one of Labour's most rightwing prime ministers. And one of its most leftwing too »⁸, quand d'autres observateurs voient dans l'action du gouvernement le signe de son attachement à la tradition ouvrière (labourist) du travaillisme ou bien encore l'expression d'une dette intellectuelle envers le *Blue Labour* d'un Maurice Glasman.⁹

On peut trouver plusieurs explications au caractère insaisissable, ou pour le moins déroutant, de l'action du gouvernement Starmer, à commencer par sa volonté de s'inscrire dans la longue durée, ce qui justifie, du moins le revendique-t-il, de différer un certain nombre de décisions dans l'attente de la publication des nombreux rapports officiels qu'il a commandités. Ajoutons à cela les causes conjoncturelles qui pèsent sur la définition d'une ligne politique claire, voire ambitieuse, qu'elles relèvent de l'héritage budgétaire légué par les conservateurs, du caractère préoccupant d'une conjoncture internationale particulièrement volatile, de la menace électorale que représente *Reform UK* dans les anciens bastions travaillistes du *red wall*, ou bien encore celle, plus structurelle, de la nécessité de tenter d'opérer une synthèse entre des courants rivaux, voire antagonistes, au sein même du parti. Au-delà de ce contexte marqué par l'instabilité et les contraintes, la

⁴ https://fabians.org.uk/wp-content/uploads/2021/09/The-Road-Ahead-KEIR-STARMER_web.pdf

⁵ La référence est explicite dans un autre discours du leader travailliste prononcé le 22 janvier 2024. Voir <https://labour.org.uk/updates/press-releases/keir-starmers-speech-to-civil-society-summit/>

⁶ Home Affairs on Reconstruction Problems: the Five Giants on the Road, 25 June 1942 (T 161/1165) <https://www.nationalarchives.gov.uk/wp-content/uploads/2014/03/t-161-11651.jpg>

⁷ D'après Patrick Maguire et Gabriel Pogrund dans leur ouvrage *Get In. The Inside Story of Labour Under Starmer* (2025), Keir Starmer aurait déclaré en 2020: « I don't have any ideology at all. There's no such thing as Starmerism and never will be ».

⁸ *The Guardian*, 28 March 2025.

⁹ Voir, entre autres, Maurice Glasman, *Blue Labour: The Politics of the Common Good*, London: Polity Press, 2022.

thèse d'un réalignement politique porteur de changement mérite également d'être explorée.

Dans le prolongement de ces interrogations, et dans l'optique d'analyser la traduction en termes politiques des objectifs que s'est fixé le gouvernement Starmer, les propositions de communication pourront aborder les thématiques suivantes, sans s'y limiter :

- Les politiques publiques et sociales : les secteurs de la santé, de l'environnement, du logement, de l'éducation, de l'énergie et du transport... ;
- L'état de l'Union et les politiques de dévolution ;
- La vie démocratique et la citoyenneté : évolutions à l'échelle institutionnelle, associative et partisane ;
- La politique économique et budgétaire ;
- La politique étrangère, les relations extérieures et internationales ;
- La formulation de l'action gouvernementale : idées, acteurs, influences ;
- La communication politique et la mise en récit de l'action gouvernementale ;
- Le gouvernement Starmer et l'opinion : perception, réception, évaluation.

Les propositions de communication en français ou en anglais d'environ 500 mots doivent nous parvenir avant le 30 septembre 2025 accompagnées d'une courte bio-bibliographie à keirstamer@sciencesconf.org .